

Le continent africain fait l'objet de pillages depuis des siècles, dont la nature, la forme et la motivation ont varié au gré des conquêtes, des colonisations, des indépendances et de la mondialisation. Actuellement, le pillage et le commerce illicite des biens culturels portent gravement atteinte à l'histoire africaine et compromettent le développement des populations. L'exportation d'échantillons sanguins et la restitution de restes humains posent aussi d'importantes questions éthiques.

Organisation: Société suisse d'études africaines (SSEA), en collaboration avec le laboratoire Archéologie et Peuplement de l'Afrique de l'Université de Genève (APA), le CNRS et les Musées d'art et d'histoire de Genève (MAH).

Organisateurs: Anne Mayor, Éric Huysecom et Vincent Négri

Colloque sous le patronage de la Commission suisse pour l'UNESCO

Depuis plusieurs années, des lois sont formulées, des conventions ratifiées, des codes de déontologie proclamés et des commissions d'éthique mises en place. Des initiatives locales de protection du patrimoine voient le jour, des restitutions d'objets culturels ou biologiques s'organisent. Mais les effets positifs escomptés ne sont pas toujours au rendez-vous ou la situation se montre plus complexe que prévue.

Cette vaste problématique a récemment donné lieu à plusieurs conférences, en Suisse et ailleurs, axées toutefois surtout sur les biens culturels du monde occidental. Au niveau fédéral, le sujet trouve un écho croissant avec la mise en application de la loi sur le transfert des biens culturels (LTBC). Ce colloque propose de dresser un état des lieux centré sur l'Afrique, avec des questionnements ciblés sur les mesures nationales de protection du patrimoine et leurs effets, l'état d'avancement des législations suisse et internationale, les limites et perspectives des actions de l'UNESCO et de l'ICOM, les cas de restitutions et de non-restitutions, ainsi que les questions éthiques en matière d'acquisition, d'expertise, de datation, d'exploitation scientifique et de mise en valeur muséographique du patrimoine anthropologique et culturel.

Par ailleurs, des thèmes moins habituels seront abordés, tels que la sociologie du pillage et de ses acteurs, l'exploitation du patrimoine culturel subaquatique, ou la gestion du patrimoine culturel en situation de conflit. Enfin, une analyse de l'impact de différentes initiatives locales offrira des perspectives à cette problématique complexe et controversée, qui fait actuellement l'objet d'un intérêt soutenu. Cette table ronde rassemblant chercheurs, enseignants, conservateurs de musée et responsables d'institutions patrimoniales se place sous le signe de l'éthique, et abordera tant le domaine des biens culturels que celui des restes anthropologiques.

The African continent has been subject to plundering for centuries, the nature, form and motivation of which has varied with conquests, colonization, independence and globalization. At present, plundering and the illicit trade of cultural property have seriously affected African history and compromise the development of populations. Export of blood samples and repatriation of human remains also raise important ethical questions.

For several years, laws have been formulated, international agreements ratified, ethics code proclaimed and ethical commissions established. Local initiatives for cultural heritage protection appeared, the return of cultural property and biological remains was organized. Yet the positive effects have not always been seen, or the situation appears to be more complex than expected.

Several conferences have recently dealt with this vast issue, in Switzerland and elsewhere, oriented however particularly on cultural items of the Western world. At the federal level, the subject finds an increasing response with the enforcement of the Federal Act of the International Transfer of Cultural Property (CPTA). This conference proposes to make an assessment centred on Africa, with questions focused on national measures for the protection of cultural heritage and their effects, the development of Swiss and international legislation, the limits and perspectives of the actions of UNESCO and ICOM, cases of restitution and non-restitution, as well as ethical questions concerning acquisition, expertise, dating, scientific exploitation and museum exhibition of anthropological and cultural heritage.

In addition, less well-known topics will be approached, such as the sociology of plundering, the exploitation of subaquatic cultural heritage and the management of cultural heritage in conflict situations. Finally, an analysis of the impact of the different local initiatives should offer perspectives on this complex and controversial issue, which is currently of great interest. This round table uniting researchers, teachers, museum curators and managers of Africanist collections should be seen in the context of ethics and will concern both the areas of cultural artefacts and human remains.

MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE
15 – 16 SEPTEMBRE 2011

MÉMOIRE AFRICAINE EN PÉRIL

PILLAGES ET RESTITUTIONS DU PATRIMOINE
CULTUREL ET ANTHROPOLOGIQUE AFRICAIN

AFRICAN MEMORY IN DANGER

PLUNDERING AND RETURN OF CULTURAL
AND ANTHROPOLOGICAL HERITAGE IN AFRICA